

STATUTS

ACADÉMIE DE BILLARD

LE TAPIS VERT

Table des matières

TITRE I : But et composition	Art. 1-1 à 1-5
TITRE II : Participation à la vie de la Fédération	Art. 2-1 et 2-2
TITRE III : Assemblée Générale	Art. 3
TITRE IV : Administration	
Section 1 : L'instance dirigeante	Art. 4-1
Section 2 : Le Président et le Bureau	Art. 4-2 à 4-4
TITRE V : Ressources annuelles.....	Art. 5
TITRE VI : Modification des Statuts et dissolution	Art. 6-1 et 6-2
TITRE VII : Surveillance et Règlement Intérieur	Art. 7-1 et 7-2

**Association déclarée le 3 octobre 1930
Insertion au JO du 11 octobre 1930**

Les présents statuts annulent et remplacent ceux du 21 mars 1953, modifiés le 24 septembre 1974 et le 8 juin 1996.

TITRE I

BUT ET COMPOSITION

Article 1 - 1 : Constitution et dénomination

Il a été formé le 15 septembre 1930 une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre : ACADEMIE DE BILLARD « LE TAPIS VERT ».

A l'origine, le Siège Social était fixé à Reims, Brasserie MARS, 65 avenue de Laon.

Depuis 1952, le Siège Social a été transféré à, Hôtel Robespierre, 102 boulevard Robespierre à Reims.

Depuis juillet 1974, le siège est fixé 25 rue du Jard à Reims.

Article 1 - 2 : Objet

L'Académie de Billard Le Tapis Vert a pour objet de :

Développer et promouvoir la pratique du billard sous toutes ses formes, favoriser la création et le fonctionnement d'une école de billard, faciliter la formation d'éducateurs, susciter des liens d'amitié entre ses membres.

Les moyens d'action de l'association sont l'organisation de compétitions, de cours collectifs, de manifestations diverses et toutes activités s'y rapportant.

Elle s'interdit toute discrimination. Elle veille au respect de ce principe par ses membres ainsi qu'au respect de la charte de déontologie du sport établie par le Comité National Olympique et Sportif Français.

Les questions politiques ou religieuses sont formellement interdites dans les réunions et au sein de l'association.

Article 1 - 3 : Siège Social

Le siège social est domicilié : 25 rue du Jard, 51100 REIMS.

Il peut être transféré en tout autre lieu sur proposition du Comité Directeur, et après ratification par l'Assemblée Générale.

Article 1 - 4 : Durée

La durée de l'association est illimitée.

Article 1 - 5 : Membres de l'Association

L'Association se compose de :

Membres d'honneur : Ils peuvent être nommés par le Comité de Direction ; ce sont des personnes qui rendent ou qui ont rendu des services à l'association. Tout membre d'honneur perd ce titre s'il est élu au Comité de Direction.

Le titre de membre d'honneur confère le droit d'assister à l'Assemblée Générale sans avoir à acquitter le prix de la cotisation annuelle, mais sans droit de vote.

Membres actifs ou adhérents : Ce sont des membres qui participent à la vie et à la gestion de l'association. Les membres actifs mineurs doivent produire une autorisation de leur représentant légal.

Tous les membres actifs paient une cotisation annuelle incluant la licence fédérale.

Membres donateurs ou bienfaiteurs

Ce sont des membres qui contribuent, à titre individuel, à aider l'association par des dons.

Si l'admission d'un membre est controversée, la décision doit être soumise à l'approbation du comité Directeur.

Chaque membre prend l'engagement de respecter les présents Statuts et le Règlement Intérieur qui lui seront communiqués dès son entrée dans l'association.

Perte de la qualité de membre

La qualité de membre se perd :

Par démission (adressée par lettre en recommandé avec accusé de réception au Président de l'association).

Par radiation prononcée par le Comité Directeur ou par la Commission de Discipline (définie par le Règlement Intérieur) pour infraction aux présents Statuts ou pour tout autre motif grave portant préjudice moral ou matériel à l'association et également pour non-paiement de la cotisation dans les délais impartis (RI).

L'intéressé doit avoir été invité par lettre recommandée à se présenter devant le Bureau ou le Comité directeur pour fournir des explications.

Par le non-renouvellement de l'adhésion

Par le décès

TITRE II

PARTICIPATION A LA VIE DE LA FÉDÉRATION

Article 2 - 1 : Affiliation à la Fédération Française de Billard (F.F.B.)

L'affiliation à la F.F.B. implique que l'Académie s'engage à respecter l'ensemble des textes réglementaires fédéraux ainsi que ceux des instances décentralisées dont elle dépend :

- Ligue de Champagne de Billard
- Comité Départemental de Billard de la Marne

On entend par textes réglementaires : les Statuts, le Règlement Intérieur, le Code de Discipline, le Règlement disciplinaire relatif à la lutte contre le dopage, le Règlement financier, les Codes sportifs et leurs règlements annexes.

L'Association contribue au fonctionnement de la Fédération par le paiement d'une cotisation annuelle dont le montant est déterminé par les Assemblées Générales respectives de la Fédération Française de Billard, de la Ligue de Champagne de Billard et du Comité Départemental de la Marne de Billard.

Elle s'engage à respecter les règles d'encadrement, d'hygiène et de sécurité applicables aux disciplines pratiquées par ses membres.

Article 2 - 2 : Licence

Chaque membre de l'association doit s'acquitter d'une cotisation annuelle comprenant le montant de la licence fédérale ainsi que les différentes contributions dues à la Ligue de Champagne de Billard et au Comité Départemental de Billard de la Marne.

Le montant de la cotisation et ses modalités de paiement sont fixés par l'Assemblée Générale de l'association.

La licence est annuelle et de tarif unique. Elle est délivrée pour la durée de la saison sportive telle qu'elle est définie par la Fédération.

L'Association est impérativement tenue de licencier chaque année l'ensemble de ses membres, y compris les dirigeants et les sociétaires pratiquant le billard hors compétition.

L'Association peut s'opposer à la délivrance d'une licence mais la décision ne peut être prise que par le Comité Directeur. Celui-ci doit s'assurer qu'en cas de mutation, le joueur concerné n'est pas sous le coup d'une suspension de licence.

La licence ne peut être retirée à son titulaire que pour motif disciplinaire, dans les conditions prévues par le Code de Discipline ou le règlement disciplinaire particulier en matière de lutte contre le dopage.

Certaines activités de promotion du billard, définies par le Règlement Intérieur, sont notamment ouvertes aux personnes extérieures qui ne sont pas titulaires d'une licence. Dans ce cas, la délivrance du titre permettant la participation des non-licenciés à ces activités doit donner lieu à autorisation du Comité Départemental de Billard de la Marne et peut donner lieu à la perception d'un droit, subordonnée au respect, par les intéressés, des conditions destinées à garantir leur santé ainsi que leur sécurité et celle des tiers.

TITRE III

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article 3 : L'Assemblée Générale de l'association

Elle se réunit au moins une fois par an, à la date fixée par le Comité Directeur.

L'Assemblée Générale est réunie sur convocation du Président.

En outre, elle se réunit chaque fois que sa convocation est demandée par le Comité Directeur ou par au moins le tiers des membres de l'Association.

La convocation doit mentionner obligatoirement l'ordre du jour fixé par le Comité Directeur. Elle est adressée par lettre individuelle (ou courrier électronique) aux membres 15 jours au moins à l'avance.

Le Président de l'Académie préside l'Assemblée Générale.

Ne doivent être traitées, lors de l'Assemblée Générale, que les questions inscrites à l'ordre du jour.

Est électeur tout membre actif adhérent à l'association depuis plus de 6 mois au jour de l'élection, à jour de ses cotisations et âgé de plus de 16 ans au jour de l'Assemblée Générale.

Le vote par procuration est admis.

Le nombre de procurations maximum par membre est fixé à 2 (deux).

Chaque membre de l'Assemblée Générale a une voix et autant de voix supplémentaires qu'il a de procurations (limitées à 2) qui lui ont été données par les membres de l'association n'assistant pas à l'Assemblée Générale.

Le quorum requis est fixé à la moitié des membres présents et représentés de l'association.

Si le quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée Générale est convoquée avec le même ordre du jour, à 15 jours au moins d'intervalle, pouvant délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les votes ont lieu à mains levées sauf si le quart au moins des membres présents exige le scrutin secret. Les votes portant sur des personnes ont lieu obligatoirement à bulletin secret.

Les décisions de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

Les Membres d'honneur peuvent assister à l'Assemblée Générale mais leurs voix ne sont que consultatives.

L'Assemblée Générale peut être accessible également aux représentants des pouvoirs publics et sportifs invités par le Président de l'association.

Peuvent également accéder à l'Assemblée Générale, à titre exceptionnel et avec accord du Président, les représentants accrédités de la presse et le personnel nécessaire aux travaux de l'A.G.

L'exercice social prend effet au 1^{er} octobre et se termine le 30 septembre de chaque année.

Le Trésorier rend compte de sa gestion, de son bilan et d'un budget prévisionnel.

L'Assemblée Générale définit, oriente et contrôle la politique générale de l'association.

Elle entend, chaque année, les rapports sur la gestion du Comité Directeur et sur la situation morale et financière de l'association.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos et vote le budget de l'exercice suivant.

Elle fixe le montant de la cotisation annuelle.

Elle délibère sur toutes les autres questions figurant à l'ordre du jour.

Elle vote la confiance et donne le quitus au Comité Directeur en place.

L'Assemblée Générale élit en son sein un vérificateur aux comptes et un suppléant, tous deux âgés de plus de 18 ans.

L'Assemblée Générale délibère exclusivement sur les questions portées à l'ordre du jour.

Pour figurer à l'ordre du jour, les questions doivent être transmises au Président au moins une semaine avant la date de l'Assemblée Générale.

Le délai de réception des questions diverses est fixé par le Comité Directeur et indiqué sur les convocations.

L'Assemblée Générale adopte le Règlement Intérieur proposé par le Comité Directeur.

L'Assemblée Générale pourvoit au renouvellement éventuel des membres du Comité Directeur.

L'Assemblée Générale est seule compétente pour se prononcer sur les acquisitions, les échanges et les aliénations de biens immobiliers, sur la constitution d'hypothèques et sur les baux de plus de neuf ans. Elle décide seule des emprunts excédant la gestion courante.

Les procès-verbaux de l'Assemblée Générale et les rapports moraux et financiers sont communiqués, chaque année, au Comité Départemental DE Billard de la Marne (et à défaut à la Ligue de Champagne de Billard).

TITRE IV ADMINISTRATION

Section I - L'INSTANCE DIRIGEANTE

Article 4 - 1 : L'Instance dirigeante ou Comité Directeur

A - Composition - Elections

L'association est dirigée par un Comité Directeur comprenant 6 à 12 membres, élus par l'Assemblée Générale au scrutin secret pluri-nominal à deux tours pour 4 ans.

Les membres sortants sont rééligibles.

En cas de vacance d'un ou plusieurs postes de membres du Comité Directeur, ce dernier pourra pourvoir à leur remplacement en procédant à une ou plusieurs nominations à titre provisoire. Ces cooptations sont soumises à la ratification de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Les membres du Comité ainsi élus ne demeurent en fonctions que pour la durée restant à courir du mandat de leurs prédécesseurs.

Sont éligibles au Comité Directeur les membres actifs adhérant à l'association depuis plus de 6 mois, à jour de leurs cotisations et âgés de plus de 16 ans au jour de l'élection.

Est éligible un membre absent s'il a fait preuve de candidature.

Un membre non candidat ne peut pas être élu.

L'âge de 18 ans doit être atteint pour occuper une fonction au sein du bureau.

Les votes par procuration sont autorisés.

Ne peuvent être élues au Comité Directeur :

- Les personnes de nationalité française condamnées à une peine qui fait obstacle à leur inscription sur les listes électorales ;
- Les personnes de nationalité étrangère condamnées à une peine qui, lorsqu'elle est prononcée contre un citoyen français, fait obstacle à leur inscription sur les listes électorales ;
- Les personnes à l'encontre desquelles a été prononcée une sanction d'inéligibilité à temps pour manquement grave aux règles de jeu constituant une infraction à l'esprit sportif.

La représentation des femmes y est garantie en proportion du nombre de licenciées éligibles (une représentante des féminines par tranche de 10 % de licenciées). Un poste supplémentaire peut être créé pour introduire une représentante des féminines.

B - Durée du mandat

Le mandat du Comité Directeur expire au plus tard le 31 mars qui suit l'année des Jeux olympiques d'été.

L'Assemblée Générale peut mettre fin au mandat du Comité Directeur avant son terme normal par un vote intervenant dans les conditions ci-après :

- 1°) L'Assemblée Générale doit avoir été convoquée à cet effet à la demande au moins du tiers de ses membres représentant au moins le tiers des voix ;
- 2°) Les deux tiers des membres de l'Assemblée Générale doivent être présents ou représentés ;
- 3°) La révocation du Comité Directeur doit être décidée à la majorité absolue des suffrages exprimés.

C – Fonction et pouvoirs du Comité Directeur

Le Comité Directeur est investi des pouvoirs les plus étendus pour prendre toutes les décisions qui ne sont pas réservées à l'Assemblée Générale ordinaire ou à l'Assemblée Générale extraordinaire.

Le Comité Directeur contrôle l'exécution du budget.

Il procède à la nomination de Secrétaires Sportifs Intérieur et FFB, de responsables maintenance et entretien, intendance, etc, et de leurs adjoints.

Le Comité Directeur peut siéger en une Commission de Discipline placée sous la présidence d'un membre du Comité Directeur. Le Président du Club ne peut pas siéger en Commission de Discipline.

Le Comité Directeur peut instituer des commissions spéciales, soit permanente soit pour une affaire déterminée. La composition, les attributions et les principes de fonctionnement sont définis par le règlement intérieur.

Ces commissions doivent être présidées par un membre du Comité et les autres membres choisis parmi les sociétaires.

D – Réunions du Comité Directeur

Le Comité Directeur se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire, au moins une fois tous les deux mois, sur convocation de son Président ou à la demande du quart de ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante. Le bon pour pouvoir n'est pas autorisé.

Le Comité Directeur peut, sur proposition du Président ou à la demande d'au moins un quart de ses membres, mettre fin, par vote à bulletins secrets, aux fonctions d'un ou plusieurs membres.

Tout membre du Comité Directeur ayant trois absences consécutives peut être considéré comme démissionnaire. Tout membre du Comité Directeur peut être démis de ses fonctions et en être exclu pour fautes afflictives et infamantes au regard de la loi.

Le Comité Directeur ne délibère valablement que si le tiers au moins de ses membres est présent.

Les agents rétribués de l'association peuvent assister aux séances avec voix consultative, s'ils y sont autorisés par le Président.

Les procès-verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire de l'association.

Section II - LE PRESIDENT ET LE BUREAU

Article 4 - 2 : Le Bureau

Le Comité Directeur élit en son sein, au scrutin secret, un Bureau comprenant :

- Un Président
- Un vice-président
- Un Secrétaire
- Un Secrétaire Adjoint
- Un Trésorier
- Un Trésorier Adjoint

Les modalités de fonctionnement, les attributions, les règles de convocation et la représentativité des femmes prévues pour le Comité Directeur s'appliquent également au Bureau.

Article 4 - 3 : Le Président

L'Assemblée Générale doit élire le Président de l'association parmi les membres du Comité Directeur, au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés sur proposition du Comité Directeur élu.

En absence de majorité absolue, les deux candidats les mieux placés sont retenus pour un vote à la majorité relative. En cas d'égalité, l'élection est acquise au candidat le plus âgé.

Le Président représente l'association dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous pouvoirs et devoirs à cet effet. Il a notamment qualité pour ester en justice au nom de l'association, tant en demande qu'en défense, former tous les appels ou pourvois devant toutes les juridictions et consentir toutes transactions.

Le Président de l'association préside les Assemblées Générales, dirige les travaux du Comité Directeur et du Bureau. Il ordonnance les dépenses.

Le Président peut déléguer certaines de ses attributions dans les conditions fixées par le Règlement Intérieur. Toutefois, la représentation de l'association en justice ne peut être assurée, à défaut du Président, que par un mandataire agissant en vertu d'un pouvoir spécial.

Sont incompatibles avec le mandat de Président, les fonctions de dirigeant dans une entreprise de travaux, fournitures ou de service travaillant pour le compte de l'association.

Le mandat du Président et du Bureau prend fin avec celui du Comité Directeur.

Article 4 - 4 : Les autres membres du Bureau

- Le ou les Vice-Président(s)

Ils ne doivent pas avoir seulement un rôle honorifique, mais être susceptibles de seconder ou de remplacer, à tout moment, en cas d'absence ou d'empêchement, le Président dans ses multiples tâches.

- Le Secrétaire

Il est chargé de tout ce qui concerne la correspondance.

Il rédige les procès-verbaux tant des Assemblées Générales que des diverses réunions du Comité Directeur. Ils seront contresignés par le Président.

Il tient le **Registre Spécial** prévu par la loi du 1er juillet 1901 et les articles 6 et 31 du décret du 16 août 1901.

Il assure l'exécution des formalités prescrites par lesdits articles. Il dirige éventuellement le personnel salarié en accord avec le Président.

- Le Trésorier

Il tient les comptes de l'association.

Il effectue tous paiements et perçoit toutes recettes sous la surveillance attentive du Président.

Il dispose conjointement avec le Président, de la signature sur les comptes bancaires de l'association.

Il est le seul, avec le Président, à pouvoir utiliser le chéquier, ou tout autre moyen moderne de paiement et de gestion, sur présentation de justificatifs en bonne et due forme.

Le Comité Directeur en précise les conditions.

Il tient une comptabilité régulière de toutes les opérations effectuées par ses soins et en rend compte à l'Assemblée Générale annuelle qui, après avoir entendu le rapport du vérificateur aux comptes, approuve sa gestion.

TITRE V

RESSOURCES ANNUELLES

Article 5 : Ressources de l'association

Les ressources de l'association se composent :

- Des cotisations de ses membres,
- Des subventions de l'Etat, de la région, du département, de la commune,
- Du revenu de ses biens et valeurs mobilières,
- Du produit des rétributions perçues pour services rendus,
- De toutes les autres ressources autorisées par la loi.

La comptabilité de l'association est tenue conformément aux lois et règlements en vigueur. Sous réserve des dispositions de l'article 24 du décret n° 85-295 du 1er mars 1985, cette comptabilité donne lieu à la publication annuelle d'un bilan et d'un compte de résultats.

Il est justifié chaque année auprès de la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports de l'emploi des fonds provenant des subventions publiques reçues par l'association au cours de l'exercice écoulé.

TITRE VI

MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

Article 6 - 1 : Modification des Statuts

Les Statuts peuvent être modifiés par une Assemblée Générale Extraordinaire , dans les conditions prévues au présent article, sur proposition du Comité Directeur ou du dixième au moins des membres de l'Assemblée Générale représentant au moins le dixième des voix.

Dans l'un et l'autre cas, la convocation, accompagnée d'un ordre du jour mentionnant les propositions de modifications, est adressée aux membres de l'association quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion de l'Assemblée.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut modifier les Statuts que si la moitié au moins de ses membres, représentant au moins la moitié des voix, sont présents ou représentés.

Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée est à nouveau convoquée sur le même ordre du jour, quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion.

Elle statue alors sans condition de quorum. Dans ce cas, les Statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés, représentant au moins les deux tiers des voix exprimées.

Les délibérations de l'Assemblée Générale concernant la modification des Statuts, la dissolution de l'association et la liquidation de ses biens sont adressées au Comité Départemental de Billard de la Marne, au Directeur Départemental de la Jeunesse et des Sports et au Service des Associations de la Préfecture.

Article 6 - 2 : Dissolution de l'association

La décision de dissolution est prise à la majorité des deux tiers des membres présents, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par l'Assemblée Générale extraordinaire et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.

L'Assemblée Générale « Extraordinaire » ne peut prononcer la dissolution de l'association que si elle est convoquée spécialement à cet effet.

En cas de dissolution de l'association, l'Assemblée Générale « Extraordinaire » désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation de ses biens.

Si après réalisation de l'actif de l'association, le règlement du passif et les frais de liquidation, il reste un reliquat en caisse, celui-ci sera attribué par l'Assemblée Générale extraordinaire soit à une ou plusieurs associations sportives, soit à des œuvres sociales se rattachant directement à ces associations.

En aucun cas, les membres de l'association peuvent se voir attribuer, en dehors de la reprise de leurs apports personnels, une part quelconque des biens de l'association.

TITRE VII

SURVEILLANCE ET RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Article 7 - 1 : Surveillance et obligation du Registre Spécial

Le Président de l'association est tenu de faire connaître dans les trois mois, à la préfecture du département ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où elle a son siège, tous les changements intervenus dans la direction de l'association ainsi que toutes les modifications apportées à ses statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils ont été déclarés. Ils sont en outre consignés dans un Registre Spécial qui doit être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en font la demande.

Les procès-verbaux de l'Assemblée Générale, les rapports financiers et de gestion sont communiqués chaque année au Comité Départemental de Billard de la Marne, à défaut à la Ligue de Champagne de Billard.

Les documents administratifs de l'association et les pièces de comptabilité sont présentés sans déplacement, sur toute réquisition du Directeur Départemental de la Jeunesse et des Sports ou de son délégué, à tout fonctionnaire accrédité par l'un d'eux.

Le Règlement Intérieur est soumis, après chaque modification, au Directeur Départemental de la Jeunesse et des Sports et au Comité Départemental de Billard de la Marne qui peuvent, dans le mois qui suit, notifier leur opposition.

Article 7 - 2 : Le Règlement Intérieur de l'association

Un Règlement Intérieur est établi par le Comité Directeur. Il a pour objet de fixer ou de préciser certains points de fonctionnement pratiques de l'association.

Il doit être approuvé par l'Assemblée Générale, remis à chacun des membres de l'Association et affiché dans chaque salle de l'Académie.

L'inobservation de l'un ou l'autre de ces articles peut provoquer des sanctions allant du simple avertissement à l'exclusion temporaire ou définitive de l'Association.

Les présents Statuts de l'Académie de Billard LE TAPIS VERT, établis en conformité des statuts de la Fédération Française de Billard, eux-mêmes conformément aux prescriptions de la loi n° 84.610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités sportives et du Décret n° 2004-22 du 7 janvier 2004 relatif à l'agrément des associations sportives, ont été adoptés par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue en son siège le samedi 4 avril 2009.

Le Secrétaire
Florent BOULENGER

Le Président
Régis VALIERE

REGLEMENT INTÉRIEUR

Préambule

Le présent règlement intérieur a été adopté par l'assemblée générale du 19 décembre 2009, il remplace et annule celui du 07 mars 1994. Il est porté à la connaissance des sociétaires par voie d'affichage, il est communiqué aux adhérents à leur adhésion et il est réputé connu par tous.

L'Académie de Billard Le Tapis Vert de Reims est une association animée par des bénévoles. Les adhérents ne sont pas des clients et les dirigeants ne sont pas à leur service. Par son adhésion, chaque sociétaire s'oblige à participer à la vie de l'association. Outre la participation aux instances statutaires, il est demandé à chaque membre actif d'apporter son concours au fonctionnement général de l'Académie et particulièrement lors des manifestations organisées par le Tapis Vert ou à celles auxquelles il participe.

Le contenu de ce document ne peut être opposé aux lois et règlements en vigueur.

Paiement des cotisations, adhésion.

Après chaque Assemblée Générale, le Comité Directeur fixe les modalités pratiques du règlement des cotisations.

La cotisation annuelle, est basée sur une période comprise entre le 1^{er} octobre de l'année en cours et le 30 septembre de l'année suivante.

Le Comité Directeur fixe les tarifications spéciales (jeunes, étudiants), détermine les offres spéciales, leur calendrier et les droits d'adhésion en cours d'année.

Les cotisations sont payées au trésorier soit en espèces ou en chèque(s) avant la date d'échéance.

Les paiements échelonnés se font exclusivement par chèques remis ensembles et datés du jour du paiement.

Les adhérents ayant opté pour la formule compteur doivent provisionner une avance d'un minimum de 15 €.

La licence remise à chaque sociétaire atteste du paiement de la cotisation et prouve sa qualité de membre actif. Elle permet d'établir la liste d'émargement de l'Assemblée Générale.

La perte de la qualité de membre de l'association en cours d'année ne peut donner lieu à aucun remboursement de cotisation.

Radiation

La radiation d'un sociétaire peut être prononcée par le comité directeur (outre le non paiement de la cotisation) en cas de faute grave telles que:

- Menaces ou voies de fait, exercées au sein de l'association à l'encontre de quelque personne que ce soit, adhérente ou non.
- Propos diffamatoires mettant en cause l'association, ses dirigeants ou ses membres.
- Vol, dégradations volontaires des biens de l'association, de ses membres ou des visiteurs.
- Utilisation frauduleuse d'une table de billard.

Conditions de jeu

L'utilisation d'une table de billard implique pour chaque joueur l'usage du code informatique confidentiel qui lui est communiqué au jour de son adhésion et qu'il utilise sous sa seule responsabilité. Il ne doit pas communiquer ce code, ni utiliser le code d'un autre sociétaire.

La procédure informatique gère automatiquement les droits du sociétaire en fonction de la formule choisie. Le non respect de la procédure est considéré comme frauduleux et expose le sociétaire à une sanction.

Le code peut être désactivé par décision du Comité Directeur en cas de non paiement de la cotisation ou non paiement des avances compteur.

La nature même de l'activité implique qu'elle se pratique dans un cadre le plus calme possible. Le silence est donc requis en toutes circonstances, compétitions ou entraînement,

afin de ne pas troubler la concentration des joueurs. Les sonneries des téléphones portables seront neutralisées.

En toutes circonstances, les sociétaires s'obligent à se respecter mutuellement et s'efforcent de régler un éventuel différent dans le calme et la courtoisie.

En cas d'affluence, les parties seront limitées à 1 heures.

Le billard recouvert d'un tapis bleu est réservé prioritairement aux activités -billard école- . Les plages réservées sont indiquées par affichage.

Le réglage des thermostats est confié exclusivement à un membre du comité désigné par celui-ci et connu des sociétaires. Le tableau des relevés de la température des tables est affiché dans les salles. La mesure est effectuée à l'aide d'une sonde étalonnée, les joueurs ne sont pas autorisés à modifier les réglages.

La partie terminée, le billard sera recouvert après avoir été aspiré si nécessaire, et les billes nettoyées et lustrées.

Participation aux compétitions

Le comité directeur désigne deux secrétaires sportifs, un responsable de la commission sportive intérieure du club, un responsable de la commission sportive FFB.

L'engagement dans l'une ou l'autre des compétitions ne revêt aucun caractère obligatoire, toutefois, il est vivement souhaité que le plus grand nombre participe aux compétitions internes. Les sociétaires inscrits s'engagent à honorer leurs engagements.

Les secrétaires sportifs sont chargés de veiller à l'organisation des compétitions et à leur bon déroulement. Le Tapis Vert est le relais des échelons départementaux et régionaux de la FFB. En cas de participation aux activités sportives les sociétaires doivent se conformer aux directives des secrétaires sportifs (club ou FFB). Les joueurs inscrits à certaines compétitions ont obligation d'accepter les fonctions de directeurs de jeu et d'arbitrage.

La participation aux compétitions FFB exige la fourniture en début de saison d'un certificat médical.

Le club met à la disposition des compétiteurs et aux arbitres du club les éléments de tenues qu'ils doivent porter lors des matchs officiels.

Les adhérents remettent lors de leur adhésion un questionnaire comportant des informations personnelles (adresses postale, courriels, date de naissance, numéros de téléphones fixes et ou portables) ces informations sont utilisées pour la délivrance des licences et pour communiquer les informations aux adhérents, elles ne sont pas communiquées à des tiers.

Usage de la salle de détente

La salle de détente est réservée aux sociétaires et à leurs invités, l'usage des distributeurs de boisson est interdit aux personnes extérieures à l'association. La consommation de boissons autres que celles mises à disposition par l'affichage des tarifs est interdite.

Les panneaux d'affichage sont réservés pour communiquer aux sociétaires les informations sur la vie de l'association, les convocations aux diverses compétitions et manifestations organisées par le club.

Les jeux d'argent ne sont pas autorisés dans les locaux du Tapis Vert.

Les réunions du comité ou des commissions peuvent s'y tenir prioritairement.

Accès aux locaux

Les locaux sont ouverts en permanence sous la responsabilité des sociétaires qui disposent d'une clé. La clé est remise contre le versement d'une caution à la demande du sociétaire à la condition qu'il ait au moins six mois d'ancienneté après l'accord d'au moins moitié des membres du comité Directeur. Il s'engage à ne pas copier la clé, ni la céder à un autre sociétaire. Il doit la remettre au Comité Directeur en cas de démission. La liste des détenteurs de clés est gérée par le Comité Directeur. Elle est intégrée au dispositif informatique de gestion des droits et le dernier sociétaire présent est responsable de la fermeture du local.

Le Tapis Vert est locataire des locaux de Reims-Métropole. Les adhérents sont priés de respecter le règlement fixé par le bail, notamment le stationnement dans la cours commune (3 places réservées aux usagers présents) et ne pas occuper les places des autres locataires.

